



COMPTE-RENDU DE VISITE

CENTRE DE DETENTION DE BAPAUME

Le mardi 9 juillet 2025, une délégation régionale **FO Justice** s'est rendue au centre de détention de Bapaume.

Nous remercions chaleureusement les collègues pour leur accueil et la qualité des échanges tout au long de cette journée.

Plusieurs points importants ont été soulevés :

- **SOUS-EFFECTIF PERSISTANT** : l'établissement accuse un manque criant de personnels de surveillance, avec un déficit proche de 18 agents. Cette situation impacte directement les conditions de travail et le bon fonctionnement des services. Nous interpellons la Direction interrégionale pour que des solutions concrètes soient enfin apportées.
- **VALIDATION DU SERVICE 12H** : la question de la validation des cycles reste en suspens. **FO Justice** demande à ce que la Direction acte définitivement l'organisation du service afin d'assurer une visibilité et des perspectives pour l'ensemble des agents.

- **MUTUELLE ET PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE** : de nombreuses interrogations ont été exprimées par les agents concernant la réforme de la protection sociale complémentaire et ses impacts sur la mutuelle. **FO Justice** continuera de porter les revendications des personnels sur ce sujet complexe au plus haut niveau, en demandant notamment clarté, accompagnement individuel et surtout de la transparence...
- **PRATIQUES MANAGERIALES ET VIDEOSURVEILLANCE** : un point de vigilance a été relevé concernant l'utilisation des outils de vidéosurveillance par l'encadrement. Il a été observé que les images sont parfois utilisées pour contrôler les pratiques professionnelles, notamment le port du gilet pare-lame. Si ce port reste obligatoire, **il n'est pas acceptable que la vidéosurveillance soit utilisée à des fins de surveillance des agents hors tout incident.** Nous rappelons que ces dispositifs doivent être strictement encadrés et uniquement mobilisés en cas d'événement ou d'alerte...

Nous assurons les personnels de notre soutien et resterons pleinement mobilisés pour faire remonter ces préoccupations légitimes à tous les niveaux.

